

Ce que révèle la réélection de Bouteflika

Mouloud Idir

Numéro 773, juillet–août 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71976ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Idir, M. (2014). Ce que révèle la réélection de Bouteflika. *Relations*, (773), 6–7.



grand déploiement dans le tissu urbain, menées sous le signe de l'état d'exception, court-circuitant le processus démocratique et la recherche de véritables solutions aux problèmes de la pauvreté, de la drogue et de la violence.

Aussi, des travaux de «réfection» en tout genre ont été menés dans des favelas bien ciblées, fournissant un prétexte idéal pour en démanteler des grands pans. Au moins 19000 familles ont été déplacées sous différents pré-

textes depuis l'entrée en poste du maire Eduardo Paes, en janvier 2009. La plupart sont envoyées dans des logements sociaux situés dans la périphérie ouest de la ville, à trois heures de transport en commun (privatisé) de leurs lieux de travail, leurs écoles et leurs réseaux sociaux. Le Comité populaire pour la Coupe et les olympiades, une coalition qui regroupe plusieurs organismes préoccupés par les coûts sociaux de ces événements sportifs, estime qu'environ 100 000 personnes seront déplacées à travers le pays en raison de la Coupe du monde.

Tout ce processus de privatisation des profits et de socialisation des coûts a été imposé à la population sans consultation démocratique. Ces dépenses faramineuses sont par ailleurs faites dans un pays où les systèmes publics d'éducation et de santé sont clairement déficients. La population a eu raison de prendre la rue pendant les «journées de juin», en 2013, en scandant «Il n'y aura pas de Coupe du monde!». Elle aurait tout autant raison de le faire cette année. ●

Ce que révèle la réélection de Bouteflika

Le scrutin du 14 avril dernier, en Algérie, témoigne du mépris d'une oligarchie qui fait tout pour se maintenir au pouvoir.

MOULOUD IDIR

Les récentes élections présidentielles, à l'issue desquelles le président Abdelaziz Bouteflika a été réélu avec près de 82 % des voix, auront été un autre rendez-vous manqué. Ce régime militaro-politique ne cesse de multiplier les subterfuges, avec grand mépris pour la population. Même si le chômage et la corruption gangrènent actuellement l'Algérie et sont un terrain fertile à une radicalisation, l'embellie financière – essentiellement attribuable à la manne pétrolière – permet à l'élite d'acheter une relative paix sociale. Cela se fait en domestiquant une partie de la classe politique et du tissu associatif par une logique clientéliste de cooptation.

Pour les parrains traditionnels des élites algériennes – les États-Unis et la France –, Bouteflika s'avère un allié régional indispensable pour consolider des prés carrés que leur disputent désormais les pays émergents. L'oli-

garchie algérienne marchande avec l'allié étasunien dans les domaines de la sécurité et de l'énergie.

Dans ce contexte, le régime oligarchique use de différents subterfuges pour amadouer la population. Il brandit entre autres la menace à la cohé-

sion nationale et invoque le «péril islamiste», comme ce fut le cas après les élections législatives de 1991-1992, qui ont été suivies de violences ayant fortement ébranlé la population.

Le taux de participation de 51 % aux récentes élections témoigne du fait que la population attendait peu de l'exercice électoral. Elle l'entrevoit comme un simple instrument de l'État qui s'appuie sur une classe affairiste et

L'auteur est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

Des jeunes du mouvement Barakat («Assez») appelant au boycott des élections présidentielles, en mars dernier à Alger. Photo: PC/Anis Belghoul





opportuniste. Une partie de l'élite considère en effet l'État comme le seul garant de l'unité, d'où son parti pris autoritaire sous prétexte de moderniser les mentalités. Cette conception restreinte de la démocratie ne tient pas compte du lien entre le politique et le social.

À cet égard, nous assistons en Algérie, comme ailleurs dans la sous-région, à l'émergence de catégories sociales dont les membres n'avaient pas pu s'exprimer jusqu'à maintenant sur les choses de la Cité. Nous sommes témoins d'une véritable appropriation des espaces publics et de formes de mobilisation inédites. Dans ce contexte, la rue n'est pas seulement un espace social, mais aussi un lieu de conflits et de luttes politiques.

Dans tout le pays, des citoyens organisent quotidiennement des mobilisations pour améliorer leurs conditions de vie. Les chômeurs et les travailleurs précaires revendiquent de meilleurs emplois. Des luttes syndicales s'organisent pour améliorer le pouvoir d'achat de la population et défendre le secteur public que le gouvernement du premier ministre Abdelmalek Sellal a affaibli, au profit des secteurs privés local et étranger. En effet, le centre de décision du régime s'est en partie déplacé de l'armée vers le monde des affaires. Les louanges du patronat pour les mesures économiques libérales de Sellal et les satisfécits des puissances impérialistes témoignent de cette transformation.

La parole politique se libère graduellement dans une société où la sphère politique doit s'affranchir non seulement du poids du religieux, mais aussi et surtout des sphères militaire et policière, de même que d'un affairisme mafieux.

Ainsi, lorsque les élites algériennes font état du « spectre des soulèvements populaires », elles expriment surtout leur hantise que l'exercice démocratique ne soit plus réservé aux seuls professionnels dociles de la politique et aux oligarques qui en font une chasse gardée.

Le Front des forces socialistes, de même que de nombreux groupes et personnalités, plaident pour une conférence nationale regroupant l'ensemble des acteurs sociaux en vue d'élaborer une Assemblée constituante. Des acteurs sociaux importants comme le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, le Rassemblement Actions Jeunesse et la Ligue algérienne pour la défense des droits humains s'ajoutent

à ce front. Les consultations se multiplient pour mettre en place des alliances efficaces et des plateformes communes. S'il faut reconnaître un avantage au quatrième mandat de Bouteflika, c'est celui de rassembler de manière pacifique des discours et des actions en faveur d'un changement de régime. ●

L'autonomie autochtone aujourd'hui au Québec

Revendications et nouveau leadership autochtones ont été au cœur de la Journée d'étude organisée par le Centre justice et foi.

PIERRE LEPAGE

Les participants à la Journée d'étude intitulée « L'autonomie autochtone aujourd'hui au Québec » organisée par le Centre justice et foi, le 12 avril dernier, ont été particulièrement nombreux, signe que la visibilité grandissante des mouvements de résistance autochtone dans le débat public suscite un besoin de compréhension de la réalité autochtone au Québec. C'est notamment ce besoin que cherchait à combler cette journée d'étude en abordant de front les thématiques des revendications et du leadership autochtones.

En première partie de journée, la question des revendications a été présentée sous l'angle de la distinction entre droits historiques et droits nouveaux. M^e Renée Dupuis en a abordé les différents enjeux par une explication très éclairante sur l'évolution, au Canada, de la pensée juridique relative aux droits des peuples autochtones.

S'il y a un fait juridique à retenir, c'est l'arrêt Calder, rendu en 1973, par la Cour suprême du Canada. Il marque un tournant fondamental dans les relations entre Autochtones et allochtones: il « a renversé 100 années de jurisprudence » fondées sur l'exigence de fournir une preuve tangible de l'existence écrite des droits réclamés. Dès lors, Ottawa a mis en œuvre un processus de revendications territoriales (globales et particulières) permettant aux Autochtones d'espérer un règlement de leurs revendications, particulièrement dans des provinces comme le Québec et la Colombie-Britannique, où des traités relatifs aux terres n'avaient jamais été conclus.

Le témoignage du chef de la communauté innue de Mashteuiatsh au Lac-Saint-Jean, Gilbert Dominique, quant à la négociation engagée il y a plus de 30 ans entre les Innus, Ottawa et Québec, a illustré de manière éloquent la complexité de ce processus. Même si les changements de gouver-

L'auteur, anthropologue, est consultant en affaires autochtones et en droits de la personne